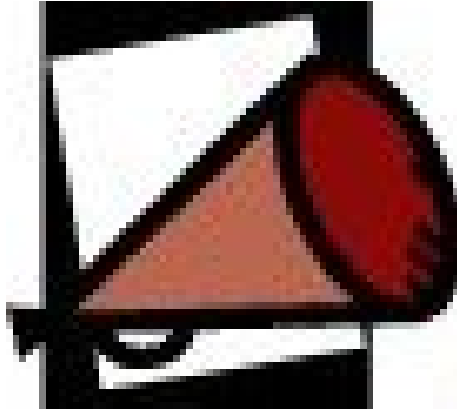


<https://www.pressegauche.org/La-reputation-du-Canada>



La réputation du Canada

- Politique canadienne - International -



Date de mise en ligne : mardi 25 février 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Notre pays a toujours fait de sa réputation une marque de commerce. Son sens de la démocratie, son respect des droits, voire sa gentillesse, lui assurent de bonnes dispositions de la part de ses partenaires. J'ai été surpris de constater à quel point cette réputation lui restait favorable même pendant les sombres années du gouvernement Harper.

Tiré du [Journal des alternatives](#).

Aujourd'hui, cela ne tient qu'à un fil. Et notre gouvernement, à la suite d'une série de décisions douteuses, joue avec le feu, en disant une chose et en faisant le contraire. Par une sorte de pensée magique, il semble croire qu'il s'en sortira par des beaux sourires de notre premier ministre, ou par quelques déclarations offusquées de nos représentants.

Ainsi l'image d'un Justin Trudeau préoccupé par l'environnement ne peut s'empêcher de flétrir devant son obstination à défendre l'oléoduc Trans Mountain et le projet Frontier de Teck Resources, qui rendrait possible le passage de 260 000 barils de bitume par jour, un pétrole archi-polluant. Ce qui a permis au journaliste américain Bill McKibben de [dénoncer l'hypocrisie de notre premier ministre](#) dans les pages du prestigieux Guardian de Londres.

Il s'agit cependant d'une des rares mentions allant en ce sens dans les médias internationaux. La réputation de notre pays est encore sauve, grâce à un grand silence autour d'un Canada si paisible.

Certains Européens ont cependant touché une corde sensible, dans le cadre de l'Accord entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG). Alors que cette entente n'est pas encore ratifiée et que le débat fait rage dans quelques pays sur le continent, plusieurs opposants critiquent les pressions effectuées par notre pays pour changer les règles commerciales européennes concernant des aspects aussi essentiels que la santé et la sécurité.

Ceux-ci dénoncent notre viande traitée aux hormones, notre prédilection pour les OGM, notre grande utilisation de pesticides, notamment le glyphosate. Ce qui a fait bondir notre ambassadrice en Europe Isabelle Hudon, auparavant femme d'affaires respectable et cheffe de la direction à la

<https://www.journaldemontreal.com/2020/02/05/lambassadrice-canadienne-en-france-isabelle-hudon-denonce-lecanada-bashing>" class="spip_out" rel="external">Chambre de commerce du Montréal métropolitain : « j'ai entendu des propos franchement choquants sur le Canada et son agriculture, comme si nos fermiers produisaient sans normes une nourriture dangereuse et de piètre qualité ».

Elle considère que notre pays est « taxé des pires maux sanitaires et environnementaux ». Mais se pourrait-il qu'il ait un peu couru après ?

L'AÉCG a prévu des lieux de rencontre entre représentants des gouvernements et ceux des firmes pour viser à « coopérer » en matière de réglementation. Ce qui veut dire, en fait, permettre aux lobbyistes d'influencer les politiques gouvernementales à l'avantage des entreprises pour lesquelles ils travaillent.

L'accord prévoit une vingtaine de comités (sur l'agriculture, l'automobile, les services financiers, le commerce électronique, les biotechnologies, etc.), dont un très large forum de coopération réglementaire, qui se réunit régulièrement dans le but d'« harmoniser » les réglementations.

La réputation du Canada

Une [étude du Conseil des Canadiens](#) montre que les reproches des Européens au Canada sont très justifiés, quoi qu'en dise notre ambassadrice. Nos représentants, à l'écoute des lobbyistes des grandes entreprises visent un nivèlement par le bas des réglementations et s'attaquent plus particulièrement au principe de précaution, considéré à juste titre comme essentiel pour prévenir des risques graves et irréversibles pour la santé et l'environnement. Le travail de coulisses que le Canada accomplit, ne serait-ce que pour éliminer cet important progrès social dont nous devrions nous inspirer, est particulièrement inacceptable.

Toutes ces histoires montrent bien que notre pays est davantage préoccupé par les profits de ses entreprises que par les changements climatiques ou par la nécessité de préserver la santé de ses citoyen·nes.

En ce qui concerne son image, le Canada joue un jeu dangereux : vouloir conserver l'apparence d'une brebis alors qu'il se comporte comme un loup. Depuis quelques années, le comportement prédateur de nos compagnies minières dans le monde a ébranlé notre réputation. Mais celle-ci tient encore le coup, bien que de plus en plus fragile. Notre gouvernement ne semble pas encore prêt à donner le coup de barre nécessaire pour rectifier la situation.